
Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011

Communiqué de presse

L'Afrique se redresse après la crise économique mondiale – ONU

Les investissements dans les infrastructures, la croissance de la productivité agricole et les investissements étrangers renforcent la demande intérieure

Addis Ababa, 18 janvier 2011 : L'économie de l'Afrique s'est accrue de 4,7 % en 2010 et on s'attend à une croissance de 5 % en 2011 et de 5,1 % en 2012, marquant sa résilience à la suite du déclin causé par la crise mondiale, selon le rapport économique annuel des Nations unies, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011 (WESP)*, qui vient d'être publié.

Ce rapport déclare que le redressement actuel a été bien plus rapide que ceux qui firent suite aux récessions mondiales précédentes. La reprise du commerce mondial et le redressement économique intensif de l'Asie de l'Est apportèrent leur soutien au fort redressement des exportations des matières premières africaines. Mais ceci n'était que l'un des facteurs de la reprise économique actuelle de l'Afrique, laquelle fut témoin de dépenses accrues des gouvernements dans les infrastructures, de bonnes réalisations du secteur agricole et de nouveaux investissements étrangers dans les industries minières, ce qui favorisa la croissance de la demande intérieure.

Cependant, le rapport de l'ONU souligne que le redressement n'est pas encore assez solide pour réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté. On prévoit une croissance de 2,7 % en 2011 et de 2,8 % en 2012 pour le revenu per capita, ce qui est en dessous du seuil de 3 % généralement considéré comme nécessaire pour ouvrir une brèche véritable dans la pauvreté. La persistance des hauts niveaux du chômage et du travail éphémère, ainsi qu'une sous-alimentation chronique, continuent d'assombrir les perspectives immédiates, dit le rapport WESP.

Un redressement inégal

La bonne reprise de la région dans son ensemble cache des différences substantielles dans les performances des pays pris individuellement. Sur la base d'un seuil de 3 % de croissance du revenu per capita, l'ONU classe les performances des économies africaines avant et après la crise économique en quatre catégories : croissance lente ou rapide, croissance accélérée ou ralentie. [Voir la carte]

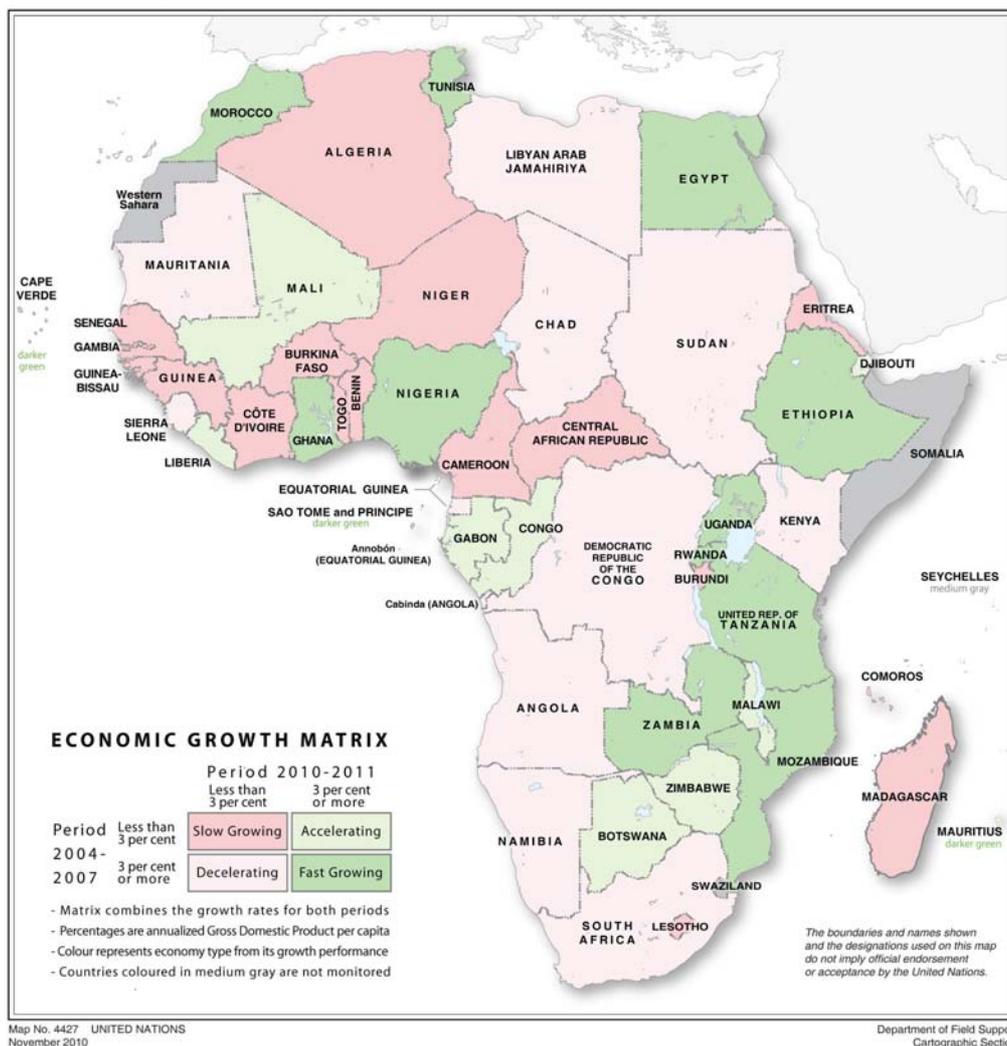
Les économies de la région à *croissance lente* sont surtout caractérisées par une instabilité et/ou une insécurité politique, avec leurs effets négatifs présumés sur les investissements et autres facteurs de croissance. Dans certains pays, comme le Tchad et le Niger, ces conditions furent encore conjuguées avec des conditions climatiques défavorables, entraînant une réduction importante de la production alimentaire et un ralentissement général de l'activité économique. Ceci n'est pas le cas de tous les pays à croissance lente. L'Algérie par exemple fit face à une faible croissance économique due au manque de diversification de son économie et sa dépendance au pétrole.

Les économies à *croissance rapide*, par contre, affichèrent de la résilience, pour des raisons variées. Dans le cas de l'Égypte et de l'Ouganda, la croissance est liée à la solidité des secteurs manufacturiers et des services, alors que la forte croissance des pays comme l'Éthiopie et la Tanzanie est due à des investissements accrus dans les infrastructures et/ou une augmentation des activités minières. Le Rwanda et la Zambie continuent à montrer de fortes performances dans leur secteur agricole, tandis que l'économie du Nigéria fut soutenue grâce aux exportations pétrolières et à une forte demande intérieure.

La croissance fut ralentie en Afrique du Sud à cause de l'affaiblissement de la demande de ses produits fabriqués et à cause des grèves. La Guinée équatoriale subit un déclin de ses revenus pétroliers, reflétant également un ralentissement à 2 pour cent dans les autres secteurs, ce qui représente une chute considérable par rapport à la croissance à deux chiffres que connaissait le pays avant la crise.

L'amélioration des conditions extérieures fut à l'origine de l'accélération de la croissance au Botswana, au Mali, dans la République du Congo et au Zimbabwe. Vue la réduction des tensions politiques dans ces deux derniers pays, on s'attend à une forte reprise de la croissance économique dans un futur proche.

Figure IV.6
Africa growth map



Déclin de l'inflation en général

Dans certains pays, comme l'Éthiopie, le Mozambique et la Sierra Leone, l'inflation restera relativement élevée, entre 10 et 20 % environ. Cependant, l'inflation est maintenue sous contrôle dans la plupart des pays, grâce aux bonnes récoltes des pays d'Afrique australe et orientale qui ont permis de maintenir les prix des denrées alimentaires à des niveaux modérés.

Le rapport indique que les faibles tensions inflationnistes générales ont permis à de nombreuses banques centrales de la région d'adoucir leur politique monétaire ou au moins d'éviter les rigueurs monétaires.

Les politiques budgétaires ont continué de soutenir le redressement tout en s'attaquant aux obstacles infrastructurels, déclare le rapport *WESP*. Le nombre de budgets déficitaires a cependant augmenté, forçant certains pays à adopter des rigueurs budgétaires.

Le retour des capitaux privés

L'équilibre extérieur de la région s'est considérablement amélioré en 2010, dû aux prix plus élevés des matières premières et à la reprise du commerce mondial. Le niveau des exportations des marchandises est cependant encore inférieur à ce qu'il était avant la crise.

L'assistance officielle au développement de l'Afrique a augmenté de près de 4 % en termes réels en 2010, tout en restant bien au-dessous des objectifs par rapport aux engagements formulés par la communauté internationale, avec un manque à gagner de 16 milliards de dollars pour 2010.

Les investissements étrangers directs, surtout en provenance de l'Asie et l'Amérique du Sud, se sont remis de leur déclin de la fin 2008 - début 2009, et ont repris avec intensité, même si la plupart de ces investissements se dirigent vers les industries minières.

Les perspectives sont bonnes de manière générale mais des risques significatifs sont encore présents

Le rapport de l'ONU détermine que les perspectives macro-économiques pour 2011 et 2012 sont généralement positives. Il prévoit que plusieurs facteurs du redressement de 2010 continueront à jouer en 2011 et 2012. Cependant, la croissance restera en dessous du potentiel et n'atteindra pas le niveau critique de 3 % per capita.

Cependant, les risques d'une réduction substantielle de la croissance économique mondiale par suite des faiblesses des pays développés (*Voir le communiqué de presse sur l'économie mondiale*) pourraient sérieusement affecter les perspectives économiques de l'Afrique, met en garde le rapport. L'ONU considère également que le manque d'efforts à combler les déficits infrastructurels et à améliorer les conditions de la production agricole nuit aux perspectives de croissance de la région et à l'établissement d'une meilleure résilience économique.

Pour plus d'informations ou pour un interview, contacter Newton Kanhema, tél. 1-212-963-5602, courriel kanhema@un.org. Département de l'Information

<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>

Situation et perspectives de l'économie mondiale est publié au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN DESA), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) et les cinq commissions régionales des Nations unies

Publié par le Département de l'Information – DPI/2584 M

Africa: Rates of growth of real GDP, 2007-2012^a

Annual percentage change						
	2007	2008	2009	2010 ^b	2011 ^c	2012 ^c
Algeria	3.0	2.4	2.0	4.7	4.3	6.3
Angola	20.3	13.3	-0.4	5.1	5.9	5.9
Benin	4.6	5.0	2.5	3.1	4.8	5.5
Botswana	4.8	3.1	-3.7	8.5	5.5	5.8
Burkina Faso	3.6	5.2	3.2	4.4	4.7	5.5
Burundi	3.6	4.5	3.5	4.0	4.5	4.2
Central African Republic	3.7	2.2	1.2	2.7	4.1	5.4
Cameroon	3.3	2.9	2.0	2.6	2.9	4.5
Cape Verde	8.7	5.6	4.1	4.3	5.8	3.2
Chad	0.2	-0.4	-1.6	4.4	3.9	5.5
Comoros	0.5	1.0	1.8	2.3	1.5	2.0
Côte d'Ivoire	1.6	2.3	3.8	3.0	4.0	4.5
Democratic Republic of the Congo	6.3	6.2	2.8	5.8	4.3	3.5
Djibouti	4.8	5.8	5.0	4.5	5.4	6.3
Egypt	7.1	7.2	4.7	5.5	6.4	6.7
Equatorial Guinea	21.4	10.7	5.3	1.1	2.3	2.4
Eritrea	1.3	1.0	-4.3	2.7	2.9	3.2
Ethiopia	11.8	11.2	9.9	12.7	9.4	9.2
Gabon	11.8	2.7	-1.4	5.3	4.9	3.4
Gambia	6.0	6.3	5.6	5.0	5.2	4.8
Ghana	5.7	7.2	4.1	5.7	15.0	8.0
Guinea	1.8	4.9	-0.3	3.5	5.0	3.8
Guinea-Bissau	0.2	3.6	3.0	3.5	4.1	4.3
Kenya	6.9	1.3	2.4	4.6	5.5	5.0
Lesotho	2.4	4.5	1.6	3.8	2.4	3.2
Liberia	9.4	7.1	4.6	6.3	7.0	6.1
Libyan Arab Jamahiriya	7.5	2.3	-2.3	3.5	4.0	4.3
Madagascar	6.2	7.1	-3.7	0.9	4.4	4.1
Malawi	5.8	8.8	8.0	7.4	5.4	5.5
Mali	4.3	5.0	4.4	5.1	6.3	5.3
Mauritania	1.0	3.7	-1.1	4.6	5.2	5.4
Mauritius	5.4	5.0	2.5	4.9	6.4	6.6
Morocco	2.7	5.6	4.9	4.1	5.0	4.5
Mozambique	7.3	6.7	6.3	6.5	7.5	7.7
Namibia	5.4	4.3	-0.8	4.0	4.5	3.6
Niger	3.4	8.7	-0.9	2.3	3.4	3.3
Nigeria	7.0	6.0	7.0	7.1	6.5	5.8
Republic of the Congo	-1.6	5.6	7.6	12.0	7.5	5.5
Rwanda	5.5	11.2	4.1	7.6	5.8	6.3
Sao Tome and Principe	6.0	5.8	5.2	4.5	6.0	5.4
Senegal	5.0	3.2	2.2	4.0	3.5	4.0
Sierra Leone	6.4	5.5	3.2	4.8	5.5	6.0
South Africa	5.5	3.7	-1.8	2.6	3.2	3.2
Sudan	10.2	6.8	4.5	4.8	5.5	5.0

Africa: Rates of growth of real GDP, 2007-2012 (cont'd)^a

Annual percentage change						
	2007	2008	2009	2010 ^b	2011 ^c	2012 ^c
Togo	1.9	2.2	3.1	1.9	3.3	3.4
Tunisia	6.3	6.1	3.0	4.3	4.9	4.7
Uganda	8.4	8.7	7.2	6.8	6.8	10.1
United Republic of Tanzania	7.1	7.4	6.0	7.0	6.5	6.3
Zambia	6.2	5.7	6.3	5.7	5.9	6.4
Zimbabwe	-3.7	-12.6	3.7	6.0	4.5	4.3
North Africa	5.0	4.7	2.8	4.6	5.1	5.7
Sub-Saharan Africa	6.6	5.1	2.0	4.7	5.0	4.8
Sub-Saharan Africa (excluding Nigeria and South Africa)	7.4	5.9	3.1	5.3	5.8	5.6

Source: United Nations, *World Economic Situation and Prospects 2011*.

a Regional averages are calculated as a weighted average of individual country growth rates of gross domestic product (GDP), where weights are based on GDP in 2005 prices and exchange rates.

b Partly estimated.

c Forecasts, based in part on Project LINK.